

**Direction des Services Achats, Logistique,
Développement Durable & Gestion de la
Patientèle**

☎ : 01.64.60.40.11 - Fax : 01.64.60.41.38

✉ : economat@ch-provins.fr

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

*APPEL D'OFFRES OUVERT
En application du Code de la Commande Publique*

SERVICE DE PREFINANCEMENT DE LA T2A

SOMMAIRE

TITRE I - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES	3
ARTICLE 1 - GENERALITES	3
ARTICLE 2 - REFERENCES LEGISLATIVES REGLEMENTAIRES & SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	3
ARTICLE 3 - MODALITES DE TRANSMISSION ET DE VERSEMENT DES CREANCES.....	3

TITRE I - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

ARTICLE 1 - GENERALITES

La présente consultation est un marché public de services avec pour objet la mise en place d'un programme de préfinancement des recettes T2A au profit du **centre Hospitalier Léon Binet**.

Ce service permettra de financer par anticipation les créances du **centre Hospitalier Léon Binet** :

- Le prestataire préfinance les créances détenues par **le centre Hospitalier Léon Binet** au profit du **centre Hospitalier Léon Binet**, suivant les modalités et les délais figurant dans le présent CCTP et dans le contrat d'affacturage conclu entre **le centre Hospitalier Léon Binet** et le titulaire du marché.
- L'Assurance maladie règle directement au prestataire les créances détenues par **le centre Hospitalier Léon Binet**. Ces dernières sont donc transférées au prestataire suite au préfinancement susmentionné.

La rémunération du prestataire est assurée par **le centre Hospitalier Léon Binet**. Elle se décompose entre une commission de gestion et une commission de financement tel qu'en stipule le CCAP. Le détail des prix figure dans l'offre du prestataire.

ARTICLE 2 - REFERENCES LEGISLATIVES REGLEMENTAIRES & SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Le versement des recettes de T2A est encadré par l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié par les arrêtés du 25 mars 2016, du 5 mai 2017, du 17 avril 2018 et relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale.

Lien du texte :
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000017985919&categorieLien=cid>

L'autorisation de recourir à l'affacturage est précisée dans le décret n°2019-903 du 29 août 2019 relatif au recours aux cessions de créances sur les produits de l'assurance maladie par les établissements publics de santé.

Lien du texte :
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039001573&categorieLien=id>

Le prestataire intègre dans son offre la mise à disposition d'une plateforme informatique permettant la dématérialisation des flux d'information (transmission des créances, confirmation de paiement...) entre **le centre Hospitalier Léon Binet** et le prestataire. Cette plateforme devra être conforme aux impératifs de sécurité informatique.

ARTICLE 3 - MODALITES DE TRANSMISSION ET DE VERSEMENT DES CREANCES

3.1 MODALITES DE TRANSMISSION DES CREANCES ET DOCUMENTS AFFERENTS

Le centre Hospitalier Léon Binet établit à la fin du mois M+1 suivant la réalisation de l'activité des fichiers de transmission des données d'activité du mois M.

Le fichier de transmission des données est traité par l'Agence Technique pour l'Information Hospitalière (ATIH) et sa validation intervient dans les 5 jours ouvrés suivants.

Dès validation par l'ATIH, le **centre Hospitalier Léon Binet** transmet au prestataire l'arrêté de versement extrait de cette plateforme sous la forme d'une capture d'écran (fichier image) et d'un fichier Excel. Cette transmission vaut établissement de la créance sur l'Assurance maladie.

La transmission de cet extrait d'arrêté de versement validé par l'ATIH s'effectue par la plateforme informatique sécurisée mise à disposition par le prestataire. **Le centre Hospitalier Léon Binet** précise alors la part de la créance à préfinancer par le prestataire (possibilité d'une transmission partielle de la créance).

L'arrêté de versement précité est confirmé par un arrêté du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, généralement notifié le 20^{ème} jour du mois M+2. Dès réception, **le centre Hospitalier Léon Binet** transmet cet arrêté de l'ARS au prestataire par la plateforme informatique sécurisée prévue à cet effet par le prestataire.

L'Assurance maladie confirme ensuite le versement de la créance, confirmations qui sont transmises au **centre Hospitalier Léon Binet** vers le prestataire par la même plateforme que mentionnée supra.

Le prestataire précise dans son offre le périmètre des recettes T2A duquel procède le préfinancement (GHS, molécules onéreuses, AME...) ainsi que les exclusions éventuelles.

Le prestataire précisera dans son offre et dans le contrat d'affacturage le support juridique de la transmission des créances. Cette transmission devra être notifiée à l'Assurance maladie par le prestataire. L'Assurance maladie remboursera alors directement le prestataire. Toute transmission de créance est définitive.

Le prestataire précisera dans son offre l'application éventuelle d'un fonds de garantie. Si tel était le cas, le prestataire en précisera le montant et les modalités de rémunération.

3.2. MODALITES DE VERSEMENT DES CREANCES

Les règlements effectués par l'Assurance Maladie au titre de la créance du mois M se déroulent en 3 versements (article 8 de l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié) :

« I. - Les montants dus au titre de l'activité et de la consommation des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations d'un mois donné sont versés par la caisse mentionnée à l'article L. 174-2 du code de la sécurité sociale dans les conditions suivantes :

1° Le 15 du mois suivant le mois considéré ou, si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date, la caisse effectue un premier versement au titre du mois considéré. Ce versement est égal à 25 % d'un douzième du montant mentionné au II du présent article ;

2° Le 20 du mois suivant le mois considéré ou, si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date, la caisse effectue un second versement au titre du mois considéré. Ce versement est égal à 45 % d'un douzième du montant mentionné au II du présent article ;

3° Le 5 du troisième mois suivant le mois considéré ou, si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date, la caisse procède au versement du solde, égal au montant notifié en application des dispositions de l'article 5 diminué du montant des versements mentionnés aux 1° et 2° du I du présent article. Lorsque le montant de ce solde est négatif, il peut minorer le montant du versement mentionné au 1° réalisé pour le même mois ou le montant des versements effectués en application de l'article 7 pour le même mois ou les mois suivants.

II. - Le montant pris en compte pour la détermination des versements mentionnés aux 1° et 2° du I est égal à la somme du montant des versements effectués à l'établissement au titre de la valorisation des données d'activités mentionnées à l'article 3 lors de l'exercice antérieur, à l'exception de celles mentionnées au 4° du I et aux 1°, 2° et 3° du III du même article. »

Les modalités de préfinancement attendues du prestataire sont les suivantes :

- A la date fixée dans le contrat d'affacturage (sur le mois M), le prestataire verse à l'établissement un acompte du douzième de la T2A de l'année précédente dont le taux devra être précisé dans l'offre du prestataire.
- Le lendemain de la transmission de l'arrêté de versement extrait de l'ATIH (ePMSI), le prestataire verse le solde égal à la différence entre le « montant de l'activité calculé » et l'acompte. Ce versement intervient donc en fin de mois M+1 dans un délai ne pouvant excéder un jour ouvré bancaire à partir de la transmission.

Le plafond des cessions ne pourra pas excéder :

- 45 jours de valorisation des produits pouvant faire l'objet d'affacturage (produits dus par l'Assurance maladie au titre de la valorisation de l'activité).

Le prestataire règle le montant des créances transférées par **le centre Hospitalier Léon Binet** sur leur compte bancaire ouvert près de la Banque de France.

Ce règlement est effectué auprès du comptable public assignataire du **centre Hospitalier Léon Binet** dont les coordonnées figurent en annexe du CCAP.

Le règlement des créances est effectué par virement sans frais.